

Enquête ouverte à Paris après des menaces d'attentat dans des établissements scolaires

(AFP) -

Une enquête a été ouverte à Paris après des menaces d'attentat à la bombe ou à l'explosif proférées sur des espaces numériques de travail (ENT) piratés ayant mené à l'évacuation d'une vingtaine d'établissements scolaires en France, a-t-on appris mercredi auprès du parquet de Paris.

Les parquets de Meaux, Lille et Saint-Malo notamment se sont dessaisés au profit de la section cyber du parquet de Paris.

L'enquête est ouverte pour menaces de mort et atteintes à un système de traitement automatisé de données et les investigations sont confiées à l'Office central de lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information et de la communication (OCLCTIC), selon le parquet de Paris, confirmant une information de BFMTV.

"Une vingtaine d'établissements sont concernés par des menaces qui ont circulé sur les ENT, ces portails internet qui mettent en relation les élèves, les parents et les enseignants avec des messages similaires d'un bout à l'autre du pays, donc des comptes piratés", a rapporté le ministre de l'Éducation nationale Pap Ndiaye mercredi sur BFMTV. Ces messages ont "circulé également sur les boucles Whatsapp", a-t-il ajouté.

"Les forces de police sont intervenues pour évacuer les établissements, pour fouiller, vérifier si ces menaces se concrétisaient. A ce jour, elles ne se sont pas concrétisées", a poursuivi le ministre.

"Nous surveillons de très près les choses et nous veillons à ce que les ENT soient mieux sécurisés encore qu'ils ne le sont aujourd'hui", selon Pap Ndiaye.

Selon une source policière, des messages ont été envoyés les 2 et 3 janvier sur les comptes ENT d'élèves.

Lundi et mardi, il y a eu des évacuations, notamment dans des établissements de Seine-et-Marne, de La Madeleine (Nord), de Rillieux-la-Pape (Rhône), Marseille, Caen ou encore Carvin (Pas-de-Calais).

"Partout en France, les lycées sont destinataires de mails de menaces d'attentats sur les ENT" mais "les expéditeurs des mails ne sont pas les auteurs", a expliqué mardi une source proche de l'enquête.

Afp le 04 janv. 23 à 16 10.

